

*Subsides*

dynamique de nos produits. Avec la hausse des coûts de l'énergie, il nous faudra avoir la volonté politique de favoriser les investissements dans ce secteur pour pouvoir répondre à la demande dans les pays en voie de développement.

Comme je le disais tout à l'heure, monsieur le président, et le ministre pourrait peut-être me donner une courte réponse, j'espère qu'au début de l'année 1981 nous verrons le projet de loi de la Société d'exportation des produits agricoles déposé en cette Chambre, ce qui sera, bien sûr, à l'avantage des agriculteurs canadiens, des usines de transformation et des pays en voie de développement, et ce qui permettra également de les aider en fournissant de l'aide alimentaire à tous ces pays. Voilà le devoir qui nous incombe à tous et je suis sûr, monsieur le président, que le ministère de l'Agriculture saura aller de l'avant!

● (1610)

[Traduction]

**M. Althouse:** Monsieur le président, j'ai entendu avec plaisir le ministre de l'Agriculture exposer le travail de son ministère en présentant le budget pour l'année en cours, budget que nous sommes appelés à étudier dans les prochains jours. Le ministre détient le portefeuille de l'Agriculture depuis un bon moment.

**Une voix:** Depuis trop longtemps.

**M. Althouse:** Il a toujours présenté au public le point de vue du ministère de l'Agriculture. En effet, il représente bien son ministère, et cela, depuis fort longtemps. Le député d'Essex-Windsor s'intéressait aux organisations agricoles bien avant de devenir ministre de l'Agriculture. L'ayant observé à distance, j'ai toujours été impressionné par l'image qu'il projetait en tant que porte-parole du cultivateur.

**Une voix:** Mais de qui diable parlez-vous?

**M. Althouse:** J'ai également été impressionné par les changements qu'il a apportés à cette image. Au cours d'une campagne électorale, il avait perdu un peu de poids et s'était transformé en un personnage maigre et hargneux. Il n'y a pas longtemps, il s'est acheté un chapeau vert de cow-boy et a encore une fois changé son image pour devenir une vraie teigne.

**M. Whelan:** Je n'ai jamais acheté ce chapeau; il m'a été offert par des gens de l'Ouest.

**Une voix:** Il vous a permis de changer votre image.

**M. Whelan:** Je l'ai depuis plus de trois ans.

**Une voix:** Prenez garde qu'il ne vous arrive la même chose qu'à Jack Horner.

**M. Althouse:** Dans certains de ses derniers discours, le ministre a fait ressortir la nécessité de faire l'unité dans le pays. C'est un objectif très louable à mon sens et personne ne s'en offusque. Le ministre a fait un très beau discours mais c'était bien plus un brillant exercice de style qu'un exposé consistant. A cet égard, on constate que depuis qu'il est à la tête du ministère de l'Agriculture, très peu de progrès ont été réalisés. Les méthodes de travail au ministère ont évolué. Les employés font de l'excellent travail mais ils ne sont pas guidés. Le ministre a parlé de resserrer les liens nationaux mais dans quelle politique agricole met-il ce principe en pratique?

● (1620)

On a établi des programmes nationaux, comme l'assurance-récolte, les avances de fonds et la politique laitière, mais la plupart d'entre eux existaient déjà quand il a pris la tête du ministère. Il existe des organismes nationaux. Certains ont été lancés par des associations de producteurs, notamment l'Office de commercialisation du poulet à griller, l'Office de commercialisation des œufs et l'Office de commercialisation des dindons. Les organismes nationaux ont contribué davantage à resserrer les liens entre les citoyens et à maintenir l'unité. Il faut que les politiques se rattachant à un domaine aussi vital que l'agriculture revêtent un caractère national, sinon il est très difficile de maintenir l'unité nationale.

Il ne suffit pas, pour garder un pays uni, de faire de beaux discours ou de subtiles manœuvres politiques. L'unité nationale est fondée sur des réalités socio-économiques. Les programmes de commercialisation reposaient sur de tels fondements. Il faut dire que ces programmes avaient été conçus et instaurés par des groupes de producteurs. Ils avaient ainsi contribué à renforcer l'unité nationale.

Je voudrais comparer ces réalisations à la politique agricole telle que nous la percevons dans l'ouest du Canada. J'habite tout près de l'exploitation de l'ancien ministre des Transports, M. Otto Lang. Je me souviens du programme qu'il voulait imposer à la population et aux agriculteurs canadiens. C'était une tentative de régionalisation qui tendait à diviser les associations d'agriculteurs pour les remplacer par des groupes de marchandises. Le ministre avait aussi tenté de provincialiser les groupes de marchandises en ne tenant pas compte de l'approche nationale préconisée par les agriculteurs qui ont voulu l'entretenir de politiques agricoles, et en reconnaissant de très petits groupes de marchandises régionaux. Cette attitude a contribué à brouiller le système de communications quand on a tenté d'instaurer une politique agricole. Cela a aussi contribué à diviser le pays au point que le ministre doit promouvoir l'unité nationale auprès des agriculteurs.

Je crois qu'il n'y a pas d'autre solution que l'unité nationale. Je voudrais passer en revue quelques politiques qui pourraient favoriser l'unité nationale tout en assurant de meilleures recettes aux agriculteurs. Et non seulement de meilleures recettes aux agriculteurs, mais de meilleurs approvisionnements à bons prix aux consommateurs.

Mais quand nous parlons d'autosuffisance et de programme de production rationnelle, c'est-à-dire rentable, il faut tenir compte de nos politiques commerciales, surtout de la politique douanière. Je doute que le gouvernement ait accordé beaucoup d'attention à l'instauration d'une politique douanière propre à protéger la culture des fruits et des légumes. Car nous devons importer beaucoup de fruits et de légumes. C'est ainsi qu'en 1965 nous avions importé 33 millions de livres de tomates. En 1976 nous en avons importé 96 millions de livres et en 1979, 127 millions. Pourtant, de très larges superficies ont été consacrées à la culture de la tomate au Canada. Cette superficie n'a cessé de diminuer à mesure que les importations ont augmenté. Et le gouvernement s'est gardé d'intervenir. Peut-être faut-il en imputer la faute aux méthodes de commercialisation mises en place par les grands marchés d'alimentation à succursales.